



# Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Distr. générale  
16 février 2015  
Français  
Original: anglais  
anglais, français et espagnol seulement

## Comité contre la torture

### Cinquante-quatrième session

20 avril-15 mai 2015

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

### Adoption de l'ordre du jour

## Ordre du jour provisoire et annotations

### Note du Secrétaire général

1. La cinquante-quatrième session du Comité contre la torture se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève (Palais Wilson) du 20 avril au 15 mai 2015. Elle s'ouvrira le lundi 20 avril à 10 heures.
2. On trouvera ci-après l'ordre du jour provisoire de la cinquante-quatrième session, établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité conformément à l'article 6 du Règlement intérieur du Comité, ainsi que les annotations s'y rapportant.
3. Conformément à l'article 31 du Règlement intérieur du Comité, les séances du Comité sont publiques, à moins que celui-ci n'en décide autrement ou qu'il ne ressorte des dispositions applicables de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants que la séance doit être privée.
4. L'attention des États parties est appelée notamment sur les annotations relatives au point 5, où figure le calendrier provisoire pour l'examen des rapports pendant la session. Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité consacrées à l'examen de leur rapport.

GE.15-02527 (F) 270215 030315



\* 1 5 0 2 5 2 7 \*

Merci de recycler



## Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Questions d'organisation et questions diverses.
4. Présentation des rapports des États parties en application de l'article 19 de la Convention.
5. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention.
6. Examen de renseignements soumis en application de l'article 20 de la Convention.
7. Examen de communications soumises en application de l'article 22 de la Convention.

## Annotations

### 1. Ouverture de la session

La cinquante-quatrième session du Comité sera ouverte par un représentant du Secrétaire général.

### 2. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 8 du Règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour d'une session constitue le premier point de l'ordre du jour, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 16. Au titre de ce point, le Comité procédera à l'adoption de l'ordre du jour de la session. Conformément à l'article 9 de son règlement intérieur, le Comité peut modifier son ordre du jour en cours de session et, s'il y a lieu, ajourner l'examen de questions ou supprimer des questions; il ne peut être ajouté à l'ordre du jour que des questions urgentes et importantes.

### 3. Questions d'organisation et questions diverses

Au titre de ce point, le Comité examinera son programme de travail pour la session, ainsi que ses méthodes de travail et toute autre question relative à la procédure qu'il doit suivre pour s'acquitter de ses fonctions en vertu de la Convention.

### 4. Présentation des rapports des États parties en application de l'article 19 de la Convention

#### a) États parties à la Convention

Au 3 février 2015, 156 États étaient parties à la Convention. L'Érythrée a adhéré à la Convention le 25 septembre 2014.

#### b) Rapports reçus

Outre les rapports que le Comité doit examiner à sa cinquante-quatrième session, le Secrétaire général avait reçu, au 3 février 2015, les rapports des États parties suivants:

<i>Rapports initiaux</i>	<i>Cote</i>
Iraq	CAT/C/IRQ/1

<i>Rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>
Arabie saoudite*	CAT/C/SAU/2
Autriche	CAT/C/AUT/6
Azerbaïdjan	CAT/C/AZE/4
Chine*	CAT/C/CHN/5
Hong Kong (Chine)*	CAT/C/CHN-HKG/5
Macao (Chine)*	CAT/C/CHN-MAC/5
Danemark	CAT/C/DNK/6-7
Israël	CAT/C/ISR/5
Jordanie	CAT/C/JOR/3
Liechtenstein	CAT/C/LIE/4
Philippines	CAT/C/PHL/3
Slovaquie*	CAT/C/SVK/3
Suisse	CAT/C/CHE/7
Tunisie**	CAT/C/TUN/3 et Add.1
Turquie	CAT/C/TUR/4

\* Rapports non soumis selon la procédure simplifiée.

\*\* L'État partie a soumis un rapport supplémentaire comportant des données actualisées.

### c) Rapports initiaux

Au 3 février 2015, la situation en ce qui concerne les rapports initiaux était la suivante:

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ reçu le</i>
Antigua-et-Barbuda (1993)	17 août 1994	-
Bangladesh (1998)	4 novembre 1999	-
Botswana (2000)	7 octobre 2001	-
Cabo Verde (1992)	3 juillet 1993	-
Congo (2003)	-	Reçu 28 février 2014
Côte d'Ivoire (1995)	16 janvier 1997	-
Émirats arabes unis (2012)	19 août 2013	-
Érythrée (2014)	-	25 octobre 2015

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ reçu le</i>
État de Palestine (2014)	-	2 mai 2015
Guinée-Bissau (2013)	24 octobre 2014	
Guinée équatoriale (2002)	6 novembre 2003	-
Iraq (2011)	-	Reçu 30 juin 2014
Lesotho (2001)	11 décembre 2002	-
Liban (2000)	3 novembre 2001	-
Libéria (2004)	22 octobre 2005	-
Malawi (1996)	10 juillet 1997	-
Maldives (2004)	20 mai 2005	-
Mali (1999)	27 mars 2000	-
Nauru (2012)	26 octobre 2013	-
Niger (1998)	3 novembre 1999	-
Nigéria (2001)	28 juin 2002	-
Pakistan (2010)	23 juillet 2011	-
République démocratique populaire lao (2012)	26 octobre 2013	-
République dominicaine (2012)	23 février 2013	-
Saint-Marin (2006)	27 décembre 2007	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines (2001)	30 août 2002	-
Seychelles (1992)	3 juin 1993	-
Somalie (1990)	22 février 1991	-
Swaziland (2004)	25 avril 2005	-
Timor-Leste (2003)	16 mai 2004	-
Vanuatu (2011)	11 août 2012	-

**d) Rapports périodiques**

Au 3 février 2015, la situation en ce qui concerne les rapports périodiques était la suivante:

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Afghanistan* (1987)	Initial Novembre 1992	Deuxième rapport 25 juin 1996	-
Afrique du Sud (1998)	Initial Novembre 2006	Deuxième 31 décembre 2009	-
Albanie (1994)	Deuxième Mai 2012	-	Troisième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Algérie (1989)	Troisième Mai 2008	Quatrième 20 juin 2012	-
Allemagne* (1990)	Cinquième Novembre 2011	-	Sixième 25 novembre 2015
Andorre (2006)	Initial Novembre 2013	-	Deuxième 22 novembre 2017
Arabie saoudite (1997)	Initial Mai 2002		Deuxième Reçu le 28 janvier 2015
Argentine* (1986)	Quatrième Novembre 2004	Cinquième et sixième 25 juin 2008	-
Arménie* (1993)	Troisième Mai 2012	-	Quatrième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Australie* (1989)	Quatrième et cinquième Novembre 2014	-	Sixième 28 novembre 2018
Autriche* (1987)	Quatrième et cinquième Mai 2010	-	Sixième Reçu le 22 juillet 2014
Azerbaïdjan* (1996)	Troisième Novembre 2009		Quatrième Reçu le 22 septembre 2014
Bahreïn (1998)	Initial Mai 2005	Deuxième 4 avril 2007	-
Bélarus* (1987)	Quatrième Novembre 2011	-	Cinquième 25 novembre 2015
Belgique* (1999)	Troisième Novembre 2013	-	Quatrième 22 novembre 2017

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Belize* (1986)	Initial Novembre 1993	Premier et deuxième 25 juin 1996	-
Bénin* (1992)	Deuxième Novembre 2007	Troisième 30 décembre 2011	-
Bolivie (État plurinational de)* (1999)	Deuxième Mai 2013	-	Troisième 31 mai 2017
Bosnie-Herzégovine* (1993)	Deuxième au cinquième Novembre 2010	Sixième 19 novembre 2014	-
Brésil* (1989)	Initial Mai 2001	Deuxième 27 octobre 2002	-
Bulgarie* (1986)	Quatrième et cinquième Novembre 2011	-	Sixième 25 novembre 2015
Burkina Faso (1999)	Initial Novembre 2013	-	Deuxième 22 novembre 2017
Burundi (1993)	Deuxième Novembre 2014	-	Troisième 28 novembre 2018
Cambodge* (1992)	Deuxième Novembre 2010	Troisième 19 novembre 2014	-
Cameroun* (1986)	Quatrième Mai 2010	Cinquième 14 mai 2014	-
Canada* (1987)	Sixième Mai 2012	-	Septième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Chili* (1988)	Cinquième Mai 2009	Sixième 15 mai 2013	-
Chine (y compris Hong Kong (Chine) et Macao (Chine)) (1988)	Quatrième Novembre 2008	-	Cinquième Reçu le 20 juin 2013
Chypre* (1991)	Quatrième Mai 2014	-	Cinquième 23 mai 2018
Colombie* (1987)	Quatrième Novembre 2009	-	Cinquième Reçu le 30 décembre 2013
Costa Rica* (1993)	Deuxième Mai 2008	Troisième 30 juin 2012	-

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Croatie* (1992)	Quatrième et cinquième Novembre 2014	-	Sixième 28 novembre 2018
Cuba (1995)	Deuxième Mai 2012	-	Troisième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Danemark* (1987)	Cinquième Mai 2007	-	Sixième et septième Reçus le 23 septembre 2014
Djibouti (2002)	Initial Novembre 2011	-	Deuxième 25 novembre 2015
Égypte (1986)	Quatrième Novembre 2002	Cinquième 25 juin 2004	-
El Salvador* (1996)	Deuxième Novembre 2009	Troisième 20 novembre 2013	-
Équateur* (1988)	Quatrième au sixième Novembre 2010	-	Septième 19 novembre 2014
Espagne* (1987)	Cinquième Novembre 2009	-	Sixième Reçu le 30 décembre 2013
Estonie* (1991)	Cinquième Mai 2013	-	Sixième 31 mai 2017
États-Unis d'Amérique* (1994)	Troisième au cinquième Novembre 2014	-	Sixième 28 novembre 2018
Éthiopie (1994)	Initial Novembre 2010	Deuxième 19 novembre 2014	-
ex-République yougoslave de Macédoine* (1994)	Deuxième Mai 2008	-	Troisième Reçu le 6 septembre 2013
Fédération de Russie* (1987)	Cinquième Novembre 2012	-	Sixième 23 novembre 2016
Finlande* (1989)	Cinquième et sixième Mai 2011	-	Septième 3 juin 2015
France (1986)	Quatrième au sixième Mai 2010	Septième 14 mai 2014	-
Gabon* (2000)	Initial Novembre 2012	-	Deuxième 23 novembre 2016

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Géorgie* (1994)	Troisième Mai 2006	Quatrième et cinquième 24 novembre 2011	-
Ghana* (2000)	Initial Mai 2011	-	Deuxième 3 juin 2015
Grèce* (1988)	Cinquième et sixième Mai 2012	-	Septième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Guatemala* (1990)	Cinquième et sixième Mai 2013	-	Septième 31 mai 2017
Guinée (1989)	Initial Mai 2014	-	Deuxième 23 mai 2018
Guyana* (1988)	Initial Novembre 2006	Deuxième 31 décembre 2008	-
Honduras* (1996)	Initial Mai 2009	Deuxième 15 mai 2013	-
Hongrie* (1987)	Quatrième Novembre 2006	Cinquième et sixième 31 décembre 2010	-
Indonésie (1998)	Deuxième Mai 2008	Troisième 30 juin 2012	-
Irlande* (2002)	Initial Mai 2011	-	Deuxième 3 juin 2015
Islande* (1996)	Troisième Mai 2008	Quatrième 30 juin 2012	-
Israël* (1991)	Quatrième Mai 2009		Cinquième Reçu le 17 novembre 2014
Italie* (1989)	Quatrième et cinquième Mai 2007	Sixième 30 juin 2011	-
Japon* (1999)	Deuxième mai 2013	-	Troisième 31 mai 2017
Jordanie* (1991)	Deuxième Mai 2010	-	Troisième Reçu le 3 juillet 2014
Kazakhstan (1998)	Troisième Novembre 2014	-	Quatrième 28 novembre 2018



<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Kenya* (1997)	Deuxième Mai 2013	-	Troisième 31 mai 2017
Kirghizistan* (1997)	Deuxième Novembre 2013	-	Troisième 23 novembre 2017
Koweït* (1996)	Deuxième Mai 2011	-	Troisième 3 juin 2015
Lettonie* (1992)	Troisième au cinquième Novembre 2013	-	Sixième 22 novembre 2017
Libye* (1989)	Troisième Mai 1999	Quatrième 14 juin 2002	-
Liechtenstein* (1990)	Troisième Mai 2010		Quatrième Reçu le 29 septembre 2014
Lituanie* (1996)	Troisième Mai 2014	-	Quatrième 23 mai 2018
Luxembourg* (1987)	Cinquième Mai 2007	-	Sixième et septième Reçus le 14 janvier 2014
Madagascar (2005)	Initial Novembre 2011	-	Deuxième 25 novembre 2015
Malte* (1990)	Deuxième Novembre 1999	Troisième 12 décembre 2000	-
Maroc* (1993)	Quatrième Novembre 2011	-	Cinquième 25 novembre 2015
Maurice* (1992)	Troisième Mai 2011	-	Quatrième 3 juin 2015
Mauritanie	Initial Mai 2013	-	Deuxième 31 mai 2017
Mexique* (1986)	Cinquième et sixième Novembre 2012	-	Septième 23 novembre 2016
Monaco* (1991)	Quatrième et cinquième Mai 2011	-	Sixième 3 juin 2015
Mongolie* (2002)	Initial Novembre 2010	Deuxième 19 novembre 2014	-
Monténégro* (2006)	Deuxième Mai 2014	-	Troisième 23 mai 2018

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Mozambique (1999)	Initial Novembre 2013	-	Deuxième 22 novembre 2017
Namibie (1994)	Initial Mai 1997	Deuxième 27 décembre 1999	-
Népal (1991)	Deuxième Novembre 2005	Troisième au cinquième 12 juin 2008	-
Nicaragua (2005)	Initial Mai 2009	Deuxième 15 mai 2013	-
Norvège* (1986)	Sixième et septième Novembre 2012	-	Huitième 23 novembre 2016
Nouvelle-Zélande* (1989)	Cinquième Mai 2009	-	Sixième Reçu le 20 décembre 2013
Ouganda* (1986)	Initial Mai 2005	Deuxième 25 juin 2008	-
Ouzbékistan (1995)	Quatrième Novembre 2013	-	Cinquième 23 novembre 2017
Panama (1987)	Troisième Mai 1998	Quatrième 27 septembre 2000	-
Paraguay* (1990)	Quatrième au sixième Novembre 2011	-	Septième 25 novembre 2015
Pays-Bas* (1988)	Sixième Mai 2013	-	Septième 31 mai 2017
Pérou* (1988)	Cinquième et sixième Novembre 2012	-	Septième 23 novembre 2016
Philippines* (1986)	Deuxième Mai 2009	-	Troisième Reçu le 25 novembre 2014
Pologne* (1989)	Cinquième et sixième Novembre 2013	-	Septième 22 novembre 2017
Portugal* (1989)	Cinquième et sixième Novembre 2013	-	Septième 22 novembre 2017
Qatar* (2000)	Deuxième Novembre 2012	-	Troisième 23 novembre 2016

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
République arabe syrienne (2004)	Initial Mai 2010	Deuxième 14 mai 2014	-
République de Corée* (1995)	Deuxième Mai 2006	Troisième au cinquième 7 février 2012	-
République démocratique du Congo (1996)	Initial Novembre 2005	Deuxième au quatrième 16 avril 2009	-
République de Moldova* (1995)	Deuxième Novembre 2009	Troisième 20 novembre 2013	-
République tchèque* (1993)	Quatrième et cinquième Mai 2012	-	Sixième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Roumanie* (1990)	Initial Mai 1992	-	Deuxième Reçu le 24 janvier 2014
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1988)	Cinquième Mai 2013	-	Sixième 31 mai 2017
Rwanda (2008)	Initial Mai 2012	-	Deuxième 1 <sup>er</sup> juin 2016
Saint-Siège (2002)	Initial Mai 2014	-	Deuxième 23 mai 2018
Sénégal* (1986)	Troisième Novembre 2012	-	Quatrième 23 novembre 2016
Serbie* (2001)	Initial Novembre 2008	-	Deuxième Reçu le 10 octobre 2013
Sierra Leone (2001)	Initial Mai 2014	-	Deuxième 23 mai 2018
Slovaquie* (1993)	Deuxième Novembre 2009	-	Troisième Reçu le 18 novembre 2013
Slovénie* (1993)	Troisième Mai 2011	-	Quatrième 3 juin 2015
Sri Lanka (1994)	Troisième et quatrième Novembre 2011	-	Cinquième 25 novembre 2015
Suède* (1986)	Sixième et septième Novembre 2014	-	Huitième 28 novembre 2018

<i>État partie (depuis)</i>	<i>Dernier rapport examiné</i>	<i>Rapport attendu depuis le</i>	<i>Rapport attendu le/ Reçu le</i>
Suisse* (1986)	Cinquième et sixième Mai 2010	-	Septième Reçu le 27 juin 2014
Tadjikistan (1995)	Deuxième Novembre 2012	-	Troisième 23 novembre 2016
Tchad* (1992)	Initial Mai 2009	Deuxième 15 mai 2012	-
Togo* (1987)	Deuxième Novembre 2012	-	Troisième 23 novembre 2016
Thaïlande (2007)	Initial Mai 2014	-	Deuxième 23 mai 2018
Tunisie (1988)**, *	Deuxième Novembre 1998	-	Troisième Reçu le 16 novembre 2009 et 2 octobre 2014
Turkménistan (1999)	Initial Mai 2011	-	Deuxième 3 juin 2015
Turquie* (1988)	Troisième Novembre 2010	-	Quatrième Reçu le 29 septembre 2014
Ukraine* (1987)	Sixième Novembre 2014	-	Septième 28 novembre 2018
Uruguay* (1986)	Troisième Mai 2014	-	Quatrième 23 mai 2018
Venezuela (République bolivarienne du) (1991)	Troisième et quatrième Novembre 2014	-	Cinquième 28 novembre 2018
Yémen* (1991)	Deuxième Mai 2010	Troisième 14 mai 2014	-
Zambie* (1998)	Deuxième Mai 2008	Troisième 30 juin 2012	-

\* Rapports soumis selon la procédure simplifiée.

\*\* L'État partie a soumis un rapport supplémentaire comportant des données actualisées.

## 5. Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention

On trouvera ci-après un calendrier provisoire pour l'examen des rapports à la cinquante-quatrième session:

### Mardi 21 avril

10 h 00	Nouvelle-Zélande: sixième rapport périodique	CAT/C/NZL/6
---------	--	-------------

### Mercredi 22 avril

10 h 00	Congo: rapport initial	CAT/C/COG/1
15 h 00	Nouvelle-Zélande: réponses	

### Jeudi 23 avril

10 h 00	Roumanie: deuxième rapport périodique	CAT/C/ROM/2-4
15 h 00	Congo: réponses	

### Vendredi 24 avril

15 h 00	Roumanie: réponses	
---------	--------------------	--

### Lundi 27 avril

10 h 00	Luxembourg: sixième et septième rapports périodiques	CAT/C/LUX/6-7
---------	--	---------------

### Mardi 28 avril

10 h 00	Espagne: sixième rapport périodique	CAT/C/ESP/6
15 h 00	Luxembourg: réponses	

### Mercredi 29 avril

10 h 00	Serbie: deuxième rapport périodique	CAT/C/SRB/2
15 h 00	Espagne: réponses	

### Jeudi 30 avril

10 h 00	Colombie: cinquième rapport périodique	CAT/C/COL/5
15 h 00	États-Unis d'Amérique: réponses	

### Vendredi 1<sup>er</sup> mai

15 h 00	Colombie: réponses	
---------	--------------------	--

### Lundi 4 mai

10 h 00	ex-République yougoslave de Macédoine: troisième rapport périodique	CAT/C/MKD/3
---------	---	-------------

### Mardi 5 mai

15 h 00	ex-République yougoslave de Macédoine: réponses	
---------	---	--

**6. Examen de renseignements soumis en application de l'article 20 de la Convention**

Conformément aux dispositions du chapitre XIX de son règlement intérieur, le Comité examinera les renseignements qui ont été ou semblent avoir été soumis pour examen en vertu de l'article 20 de la Convention.

Conformément au paragraphe 5 de l'article 20 de la Convention et aux articles 78 et 79 du Règlement intérieur du Comité, tous les documents et tous les travaux du Comité afférents aux fonctions qui lui incombent en vertu de l'article 20 de la Convention sont confidentiels et toutes les séances concernant les travaux au titre de cet article sont privées.

**7. Examen de communications soumises en application de l'article 22 de la Convention**

Conformément aux dispositions du chapitre XXI de son règlement intérieur, le Comité examinera les communications qui lui ont été ou semblent lui avoir été soumises en application de l'article 22 de la Convention.

Conformément au paragraphe 6 de l'article 22 de la Convention et au paragraphe 1 de l'article 107 du Règlement intérieur du Comité, les séances du Comité ou de ses organes subsidiaires au cours desquelles sont examinées les communications reçues en application de l'article 22 de la Convention sont privées.

---